

47 (1978) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1987 Nr. 138

A. TITEL

*Verdrag betreffende het toepasselijke recht op vertegenwoordiging;
's-Gravenhage, 14 maart 1978*

B. TEKST**Convention sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires
et à la représentation**

Les Etats signataires de la présente Convention,
Désirant établir des dispositions communes concernant la
loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la repré-
sentation,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont
convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I
CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention détermine la loi applicable aux
relations à caractère international se formant lorsqu'une
personne, l'intermédiaire, a le pouvoir d'agir, agit ou
prétend agir avec un tiers pour le compte d'une autre
personne, le représenté.

Elle s'étend à l'activité de l'intermédiaire consistant à
recevoir et à communiquer des propositions ou à mener
des négociations pour le compte d'autres personnes.

La Convention s'applique, que l'intermédiaire agisse en
son propre nom ou au nom du représenté et que son
activité soit habituelle ou occasionnelle.

Article 2

La Convention ne s'applique pas à:

- a) la capacité des parties;
- b) la forme des actes;
- c) la représentation légale dans le droit de la famille, des
régimes matrimoniaux et des successions;
- d) la représentation en vertu d'une décision d'une autorité
judiciaire ou administrative, ou s'exerçant sous le contrôle
direct d'une telle autorité;
- e) la représentation liée à une procédure de caractère
judiciaire;
- f) la représentation par le capitaine de navire agissant
dans l'exercice de ses fonctions.

Convention on the Law applicable to Agency

The States signatories to the present Convention,
Desiring to establish common provisions concerning the
law applicable to agency,

Have resolved to conclude a Convention to this effect,
and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

The present Convention determines the law applicable to relationships of an international character arising where a person, the agent, has the authority to act, acts or purports to act on behalf of another person, the principal, in dealing with a third party.

It shall extend to cases where the function of the agent is to receive and communicate proposals or to conduct negotiations on behalf of other persons.

The Convention shall apply whether the agent acts in his own name or in that of the principal and whether he acts regularly or occasionally.

Article 2

This Convention shall not apply to –

- a) the capacity of the parties;
- b) requirements as to form;
- c) agency by operation of law in family law, in matrimonial property regimes, or in the law of succession;
- d) agency by virtue of a decision of a judicial or quasi-judicial authority or subject to the direct control of such an authority;
- e) representation in connection with proceedings of a judicial character;
- f) the agency of a shipmaster acting in the exercise of his functions as such.

Article 3

Aux fins de la présente Convention:

a) l'organe, le gérant ou l'associé d'une société, d'une association ou de toute autre entité légale, dotée ou non de la personnalité morale, n'est pas considéré comme l'intermédiaire de celle-ci, dans la mesure où, dans l'exercice de ses fonctions, il agit en vertu de pouvoirs conférés par la loi ou les actes constitutifs de cette entité légale;

b) le *trustee* n'est pas considéré comme un intermédiaire agissant pour le compte du *trust*, du constituant ou du bénéficiaire.

Article 4

La loi désignée par la Convention s'applique même s'il s'agit de la loi d'un Etat non contractant.

CHAPITRE II

RELATIONS ENTRE LE REPRÉSENTÉ ET L'INTERMÉDIAIRE

Article 5

La loi interne choisie par les parties régit le rapport de représentation entre le représenté et l'intermédiaire.

Le choix de cette loi doit être exprès ou résulter avec une certitude raisonnable des dispositions du contrat et des circonstances de la cause.

Article 6

Dans la mesure où elle n'a pas été choisie dans les conditions prévues à l'article 5, la loi applicable est la loi interne de l'Etat dans lequel, au moment de la formation du rapport de représentation, l'intermédiaire a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle.

Toutefois, la loi interne de l'Etat dans lequel l'intermédiaire doit exercer à titre principal son activité est applicable, si le représenté a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle dans cet Etat.

Lorsque le représenté ou l'intermédiaire a plusieurs établissements professionnels, le présent article se réfère à l'établissement auquel le rapport de représentation se rattache le plus étroitement.

Article 3

For the purposes of this Convention –

a) an organ, officer or partner of a corporation, association, partnership or other entity, whether or not possessing legal personality, shall not be regarded as the agent of that entity in so far as, in the exercise of his functions as such, he acts by virtue of an authority conferred by law or by the constitutive documents of that entity;

b) a trustee shall not be regarded as an agent of the trust, of the person who has created the trust, or of the beneficiaries.

Article 4

The law specified in this Convention shall apply whether or not it is the law of a Contracting State.

CHAPTER II

RELATIONS BETWEEN PRINCIPAL AND AGENT

Article 5

The internal law chosen by the principal and the agent shall govern the agency relationship between them.

This choice must be express or must be such that it may be inferred with reasonable certainty from the terms of the agreement between the parties and the circumstances of the case.

Article 6

In so far as it has not been chosen in accordance with Article 5, the applicable law shall be the internal law of the State where, at the time of formation of the agency relationship, the agent has his business establishment or, if he has none, his habitual residence.

However, the internal law of the State where the agent is primarily to act shall apply if the principal has his business establishment or, if he has none, his habitual residence in that State.

Where the principal or the agent has more than one business establishment, this Article refers to the establishment with which the agency relationship is most closely connected.

Article 7

Lorsque la création du rapport de représentation n'est pas l'objet exclusif du contrat, la loi désignée par les articles 5 et 6 ne s'applique que si :

- a) la création de ce rapport est le principal objet du contrat, ou
- b) ce rapport est séparable de l'ensemble du contrat.

Article 8

La loi applicable en vertu des articles 5 et 6 régit la formation et la validité du rapport de représentation, les obligations des parties et les conditions d'exécution, les conséquences de l'inexécution et l'extinction de ces obligations.

Cette loi s'applique en particulier :

- a) à l'existence, l'étendue, la modification et la cessation des pouvoirs de l'intermédiaire, ainsi qu'aux conséquences de leur dépassement ou de leur emploi abusif;
- b) à la faculté pour l'intermédiaire de déléguer tout ou partie de ses pouvoirs et de désigner un intermédiaire additionnel;
- c) à la faculté pour l'intermédiaire de conclure un contrat pour le compte du représenté, lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts entre lui-même et le représenté;
- d) à la clause de non-concurrence et à la clause de ducroire;
- e) à l'indemnité de clientèle;
- f) aux chefs de dommages pouvant donner lieu à réparation.

Article 9

Quelle que soit la loi applicable au rapport de représentation, on aura égard en ce qui concerne les modalités d'exécution à la loi du lieu d'exécution.

Article 10

Le présent chapitre ne s'applique pas lorsque le contrat créant le rapport de représentation est un contrat de travail.

Article 7

Where the creation of the agency relationship is not the sole purpose of the agreement, the law specified in Articles 5 and 6 shall apply only if –

- a) the creation of this relationship is the principal purpose of the agreement, or
- b) the agency relationship is severable.

Article 8

The law applicable under Articles 5 and 6 shall govern the formation and validity of the agency relationship, the obligations of the parties, the conditions of performance, the consequences of non-performance, and the extinction of those obligations.

This law shall apply in particular to –

- a) the existence and extent of the authority of the agent, its modification or termination, and the consequences of the fact that the agent has exceeded or misused his authority;
- b) the right of the agent to appoint a substitute agent, a sub-agent or an additional agent;
- c) the right of the agent to enter into a contract on behalf of the principal where there is a potential conflict of interest between himself and the principal;
- d) non-competition clauses and *del credere* clauses;
- e) clientele allowances (*l'indemnité de clientèle*);
- f) the categories of damage for which compensation may be recovered.

Article 9

Whatever law may be applicable to the agency relationship, in regard to the manner of performance the law of the place of performance shall be taken into consideration.

Article 10

This Chapter shall not apply where the agreement creating the agency relationship is a contract of employment.

CHAPITRE III RELATIONS AVEC LE TIERS

Article 11

Dans les rapports entre le représenté et le tiers, l'existence et l'étendue des pouvoirs de l'intermédiaire, ainsi que les effets des actes de l'intermédiaire dans l'exercice réel ou prétendu de ses pouvoirs, sont régis par la loi interne de l'Etat dans lequel l'intermédiaire avait son établissement professionnel au moment où il a agi.

Toutefois, la loi interne de l'Etat dans lequel l'intermédiaire a agi est applicable si :

- a) le représenté a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle dans cet Etat et que l'intermédiaire ait agi au nom du représenté; ou
- b) le tiers a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle dans cet Etat; ou
- c) l'intermédiaire a agi en bourse ou pris part à une vente aux enchères; ou
- d) l'intermédiaire n'a pas d'établissement professionnel.

Lorsque l'une des parties a plusieurs établissements professionnels, le présent article se réfère à l'établissement auquel l'acte de l'intermédiaire se rattache le plus étroitement.

Article 12

Aux fins de l'application de l'article 11, alinéa premier, lorsque l'intermédiaire agissant en vertu d'un contrat de travail le liant au représenté n'a pas d'établissement professionnel personnel, il est réputé avoir son établissement au lieu où est situé l'établissement professionnel du représenté auquel il est attaché.

Article 13

Aux fins de l'application de l'article 11, alinéa 2, l'intermédiaire, lorsqu'il a communiqué avec le tiers d'un Etat à un autre par courrier, télégramme, télex, téléphone ou autres moyens similaires, est considéré comme ayant alors agi au lieu de son établissement professionnel ou, à défaut, de sa résidence habituelle.

CHAPTER III
RELATIONS WITH THE THIRD PARTY

Article 11

As between the principal and the third party, the existence and extent of the agent's authority and the effects of the agent's exercise or purported exercise of his authority shall be governed by the internal law of the State in which the agent had his business establishment at the time of his relevant acts.

However, the internal law of the State in which the agent has acted shall apply if –

- a)* the principal has his business establishment or, if he has none, his habitual residence in that State, and the agent has acted in the name of the principal; or
- b)* the third party has his business establishment or, if he has none, his habitual residence in that State; or
- c)* the agent has acted at an exchange or auction; or

- d)* the agent has no business establishment.

Where a party has more than one business establishment, this Article refers to the establishment with which the relevant acts of the agent are most closely connected.

Article 12

For the purposes of Article 11, first paragraph, where an agent acting under a contract of employment with his principal has no personal business establishment, he shall be deemed to have his establishment at the business establishment of the principal to which he is attached.

Article 13

For the purposes of Article 11, second paragraph, where an agent in one State has communicated with the third party in another, by message, telegram, telex, telephone, or other similar means, the agent shall be deemed to have acted in that respect at the place of his business establishment or, if he has none, of his habitual residence.

Article 14

Nonobstant l'article 11, lorsque la loi applicable aux questions couvertes par ledit article a fait l'objet, de la part du représenté ou du tiers, d'une désignation écrite acceptée expressément par l'autre partie, la loi ainsi désignée est applicable à ces questions.

Article 15

La loi applicable en vertu du présent chapitre régit également les relations entre l'intermédiaire et le tiers dérivant du fait que l'intermédiaire a agi dans l'exercice de ses pouvoirs, au-delà de ses pouvoirs ou sans pouvoirs.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16

Lors de l'application de la présente Convention, il pourra être donné effet aux dispositions impératives de tout Etat avec lequel la situation présente un lien effectif, si et dans la mesure où, selon le droit de cet Etat, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi désignée par ses règles de conflit.

Article 17

L'application d'une des lois désignées par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 18

Tout Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra se réserver le droit de ne pas appliquer la Convention :

1. à la représentation exercée par une banque ou un groupe de banques en matière d'opération de banque;
2. à la représentation en matière d'assurances;
3. aux actes d'un fonctionnaire public agissant dans l'exercice de ses fonctions pour le compte d'une personne privée.

Article 14

Notwithstanding Article 11, where a written specification by the principal or by the third party of the law applicable to questions falling within Article 11 has been expressly accepted by the other party, the law so specified shall apply to such questions.

Article 15

The law applicable under this Chapter shall also govern the relationship between the agent and the third party arising from the fact that the agent has acted in the exercise of his authority, has exceeded his authority, or has acted without authority.

CHAPTER IV GENERAL PROVISIONS

Article 16

In the application of this Convention, effect may be given to the mandatory rules of any State with which the situation has a significant connection, if and in so far as, under the law of that State, those rules must be applied whatever the law specified by its choice of law rules.

Article 17

The application of a law specified by this Convention may be refused only where such application would be manifestly incompatible with public policy (*ordre public*).

Article 18

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right not to apply this Convention to –

1. the agency of a bank or group of banks in the course of banking transactions;
2. agency in matters of insurance;
3. the acts of a public servant acting in the exercise of his functions as such on behalf of a private person.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 25, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

Article 19

Lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière de contrats d'intermédiaires et de représentation, chaque unité territoriale est considérée comme un Etat aux fins de la détermination de la loi applicable selon la Convention.

Article 20

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de contrats d'intermédiaires et de représentation ne sera pas tenu d'appliquer la présente Convention lorsqu'un Etat dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu d'appliquer la loi d'un autre Etat en vertu de la présente Convention.

Article 21

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales qui ont leurs propres règles de droit en matière de contrats d'intermédiaires et de représentation pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou à une ou plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 22

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui

No other reservation shall be permitted.

Any Contracting State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 25, make one or more of these reservations, with its effect limited to all or some of the territories mentioned in the extension.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation which it has made; the reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after notification of the withdrawal.

Article 19

Where a State comprises several territorial units each of which has its own rules of law in respect of agency, each territorial unit shall be considered as a State for the purposes of identifying the law applicable under this Convention.

Article 20

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of agency shall not be bound to apply this Convention where a State with a unified system of law would not be bound to apply the law of another State by virtue of this Convention.

Article 21

If a Contracting State has two or more territorial units which have their own rules of law in respect of agency, it may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 22

The Convention shall not affect any other international instrument containing provisions on matters governed by

contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

CHAPITRE V CLAUSES FINALES

Article 23

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 24

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 25

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où la Convention entre en vigueur pour cet Etat. Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 26

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 23 et 24.

Par la suite, la Convention entrera en vigueur :

1. pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
2. pour les territoires auxquels la Convention a été

this Convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party.

CHAPTER V FINAL CLAUSES

Article 23

The Convention is open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Thirteenth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 24

Any other State may accede to the Convention.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 25

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 26

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 23 and 24.

Thereafter the Convention shall enter into force -

1. for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
2. for a territory to which the Convention has been ex-

étendue conformément aux articles 21 et 25, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans ces articles.

Article 27

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 26, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée, ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 28

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 24:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 23;
2. les adhésions visées à l'article 24;
3. la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 26;
4. les extensions visées à l'article 25;
5. les déclarations mentionnées à l'article 21;
6. les réserves et le retrait des réserves prévus à l'article 18;

7. les dénonciations visées à l'article 27.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 14 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique,

tended in conformity with Articles 21 and 25, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in those Articles.

Article 27

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 26, even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 28

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify to the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 24, the following –

1. the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 23;
2. the accessions referred to in Article 24;
3. the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 26;
4. the extensions referred to in Article 25;
5. the declarations referred to in Article 21;
6. the reservations and the withdrawals of reservations referred to in Article 18;
7. the denunciations referred to in Article 27.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 14th day of March 1978, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands and of which a certified

à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

Het Verdrag is ondertekend voor de volgende Staten:

Frankrijk	14 maart 1978
Portugal	26 mei 1978
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i>	11 september 1987

copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Thirteenth Session.

C. VERTALING**Verdrag betreffende het toepasselijke recht op vertegenwoordiging**

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend,

Verlangend gemeenschappelijke bepalingen vast te stellen betreffende het toepasselijke recht op vertegenwoordiging,

Hebben besloten te dien einde een Verdrag te sluiten en zijn overeengekomen als volgt:

HOOFDSTUK I**TOEPASSINGSGBIED VAN HET VERDRAG****Artikel 1**

Dit Verdrag bepaalt welk recht van toepassing is op internationale rechtsverhoudingen die ontstaan wanneer een persoon, de vertegenwoordiger, bevoegd is te handelen, handelt of beweert te handelen op naam of voor rekening van een andere persoon, de vertegenwoordigde, met een derde.

Het is mede van toepassing op gevallen waarin de taak van de vertegenwoordiger bestaat in het ontvangen en overbrengen van voorstellen of het voeren van onderhandelingen ten behoeve van andere personen.

Het Verdrag is van toepassing, ongeacht of de vertegenwoordiger op eigen naam of op naam van de vertegenwoordigde handelt en ongeacht of hij regelmatig of bij gelegenheid handelt.

Artikel 2

Het Verdrag is niet van toepassing op:

- a) de handelingsbekwaamheid van partijen;
- b) vormvereisten;
- c) wettelijke vertegenwoordiging in het familierecht, het huwelijks-goederenrecht en het erfrecht;
- d) vertegenwoordiging ingevolge een beslissing van een rechterlijke of administratieve autoriteit, of onder rechtstreeks toezicht van een dergelijke autoriteit;
- e) vertegenwoordiging verband houdend met een rechtsgeding;
- f) de vertegenwoordiging door een scheepskapitein in de uitoefening van zijn functie.

Artikel 3

Voor de toepassing van dit Verdrag:

- a) wordt een orgaan of een functionaris van, of een deelnemer in

een vennootschap, vereniging of ander lichaam, al dan niet rechtspersoonlijkheid bezittend, niet beschouwd als de vertegenwoordiger van dat lichaam voorzover hij, in de uitoefening van zijn functie, handelt op grond van bevoegdheden toegekend door de wet of de statuten van dat lichaam;

b) wordt de *trustee* niet beschouwd als een vertegenwoordiger handelend ten behoeve van de *trust*, de oprichter van de *trust* of de begunstigde.

Artikel 4

Het door het Verdrag aangewezen recht is toepasselijk, ongeacht de vraag of het het recht is van een Verdragsluitende Staat.

HOOFDSTUK II

DE BETREKKINGEN TUSSEN VERTEGENWOORDIGDE EN VERTEGENWOORDIGER

Artikel 5

Het door partijen gekozen interne recht beheerst de vertegenwoordigingsbetrekking tussen vertegenwoordigde en vertegenwoordiger.

Deze keuze dient uitdrukkelijk te zijn of met redelijke zekerheid te kunnen worden afgeleid uit de bepalingen van de overeenkomst en de omstandigheden van het geval.

Artikel 6

In zoverre het niet is gekozen in overeenstemming met artikel 5, is het toepasselijk recht het interne recht van de Staat waarin, op het tijdstip van het tot stand komen van de vertegenwoordigingsverhouding, de vertegenwoordiger zijn kantoor of, bij gebreke daarvan, zijn gewone verblijfplaats heeft.

Evenwel is het interne recht van de Staat waarin de vertegenwoordiger zijn werkzaamheden voornamelijk moet verrichten toepasselijk, indien de vertegenwoordigde zijn kantoor of, bij gebreke daarvan, zijn gewone verblijfplaats in die Staat heeft.

Wanneer de vertegenwoordigde of de vertegenwoordiger verschillende kantoren heeft, verwijst dit artikel naar dat kantoor waarmee de vertegenwoordigingsverhouding het nauwst is verbonden.

Artikel 7

Wanneer het tot stand brengen van de vertegenwoordigingsverhouding niet het enige doel van de overeenkomst vormt, is het recht, aangewezen door de artikelen 5 en 6, slechts toepasselijk, indien:

- a) het tot stand brengen van de vertegenwoordigingsverhouding het hoofddoel van de overeenkomst vormt, of
- b) deze verhouding een afsplitsbaar deel van de overeenkomst uitmaakt.

Artikel 8

Het recht dat krachtens de artikelen 5 en 6 toepasselijk is beheerst de totstandkoming en de geldigheid van de vertegenwoordigingsverhouding, de verbintenissen van de partijen, de voorwaarden voor nakoming, de gevolgen van niet-nakoming en het tenietgaan van die verbintenissen.

Dit recht is in het bijzonder toepasselijk op:

- a) bestaan, omvang, wijziging en beëindiging van de bevoegdheden van de vertegenwoordiger, alsmede de gevolgen van overschrijding of misbruik van vertegenwoordigingsbevoegdheid;
- b) het recht van de vertegenwoordiger om zijn bevoegdheid geheel of gedeeltelijk aan een ander over te dragen en om een mede-vertegenwoordiger aan te wijzen;
- c) het recht van de vertegenwoordiger om een overeenkomst op naam of voor rekening van de vertegenwoordigde te sluiten, wanneer er een belangentegenstelling tussen hemzelf en de vertegenwoordigde kan ontstaan;
- d) concurrentie- en *del credere* bedingen;
- e) vergoeding ter zake van klantenkring;
- f) de soorten schade waarvoor vergoeding kan worden verkregen.

Artikel 9

Ongeacht welk recht op de vertegenwoordigingsbetrekking toepasselijk is, moet wat de wijze van uitvoering van de overeenkomst betreft rekening worden gehouden met het recht van de plaats van uitvoering.

Artikel 10

Dit hoofdstuk is niet van toepassing wanneer de overeenkomst waarbij de vertegenwoordigingsbetrekking is tot stand gebracht een arbeidsovereenkomst is.

HOOFDSTUK III

DE VERHOUDING TOT DE DERDE

Artikel 11

In de verhouding tussen de vertegenwoordigde en de derde, wor-

den het bestaan en de omvang van de bevoegdheden van de vertegenwoordiger, alsmede de gevolgen van het werkelijk of beweerdelijk uitoefenen van zijn bevoegdheden, beheerst door het interne recht van de Staat waarin de vertegenwoordiger zijn kantoor had op het tijdstip dat hij handelde.

Evenwel is het interne recht van de Staat waar de vertegenwoordiger heeft gehandeld toepasselijk, indien:

a) de vertegenwoordigde zijn kantoor of, bij gebreke daarvan, zijn gewone verblijfplaats in die Staat heeft en de vertegenwoordiger op naam van de vertegenwoordigde heeft gehandeld; of

b) de derde zijn kantoor of, bij gebreke daarvan, zijn gewone verblijfplaats in die Staat heeft; of

c) de vertegenwoordiger ter beurze heeft gehandeld of aan een veiling heeft deelgenomen; of

d) de vertegenwoordiger geen kantoor heeft.

Wanneer een der partijen verschillende kantoren heeft, verwijst dit artikel naar dat kantoor waarmee de desbetreffende handelingen van de vertegenwoordiger het nauwst zijn verbonden.

Artikel 12

Voor de toepassing van artikel 11, eerste lid, wordt de vertegenwoordiger die handelt ingevolge een met de vertegenwoordigde gesloten arbeidsovereenkomst en die geen eigen kantoor heeft, geacht te zijn gevestigd ten kantore van de vertegenwoordigde bij wie hij in dienst is.

Artikel 13

Voor de toepassing van artikel 11, tweede lid, wordt de vertegenwoordiger, wanneer hij vanuit de ene Staat met de derde in een andere Staat in verbinding heeft gestaan per post, telegram, telex, telefoon of enig ander dergelijk middel, geacht daar te hebben gehandeld waar zijn kantoor of, bij gebreke daarvan, zijn gewone verblijfplaats is.

Artikel 14

Ongeacht artikel 11 is, wanneer een schriftelijke aanwijzing door de vertegenwoordigde of de derde van het recht dat toepasselijk is op de door dat artikel bestreken onderwerpen, uitdrukkelijk door de wederpartij is aanvaard, het aldus aangewezen recht op die onderwerpen van toepassing.

Artikel 15

Het krachtens dit hoofdstuk toepasselijke recht beheerst tevens de betrekkingen tussen de vertegenwoordiger en de derde welke voort-

vloeien uit het feit dat de vertegenwoordiger heeft gehandeld in de uitoefening van zijn bevoegdheden, met overschrijding van zijn bevoegdheden, of zonder bevoegdheid.

HOOFDSTUK IV

ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 16

Bij de toepassing van dit Verdrag kan gevolg worden toegekend aan de dwingende voorschriften van enige Staat waarmee het geval daadwerkelijk is verbonden, indien en voor zover die voorschriften volgens het recht van die Staat toepasselijk zijn, ongeacht het recht dat door zijn verwijzingsregels als toepasselijk wordt aangewezen.

Artikel 17

Toepassing van een door dit Verdrag aangewezen recht kan slechts worden geweigerd wanneer zulks kennelijk onverenigbaar is met de openbare orde.

Artikel 18

Iedere Verdragsluitende Staat kan zich, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding het recht voorbehouden het Verdrag niet toe te passen op:

1. de vertegenwoordiging door een bank of een groep banken ter zake van bank-transacties;
2. vertegenwoordiging inzake verzekeringen;
3. handelingen van een openbaar ambtenaar, in de uitoefening van zijn functie, namens een privé-persoon.

Geen ander voorbehoud wordt toegestaan.

Iedere Verdragsluitende Staat kan tevens, bij het kennisgeven van een uitbreiding van het Verdrag overeenkomstig artikel 25, een of meer van deze voorbehouden maken waarvan de werking beperkt is tot alle of tot sommige van de gebieden bedoeld in de uitbreiding.

Iedere Verdragsluitende Staat kan te allen tijde een door hem gemaakt voorbehoud intrekken; het voorbehoud houdt op van kracht te zijn op de eerste dag van de derde kalendermaand na de kennisgeving van de intrekking.

Artikel 19

Wanneer een Staat uit meer dan één territoriale eenheid bestaat, en elke eenheid daarvan eigen rechtsregels inzake vertegenwoordiging bezit, wordt iedere territoriale eenheid voor de bepaling van het

overeenkomstig dit Verdrag toepasselijke recht als een Staat beschouwd.

Artikel 20

Een Staat waarbinnen verschillende territoriale eenheden eigen rechtsregels inzake vertegenwoordiging bezitten, is niet verplicht dit Verdrag toe te passen in gevallen waarin een Staat met een geünificeerd rechtsstelsel niet gehouden zou zijn ingevolge dit Verdrag het recht van een andere Staat toe te passen.

Artikel 21

Een Verdragsluitende Staat met twee of meer territoriale eenheden die hun eigen rechtsregels inzake vertegenwoordiging bezitten kan, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat dit Verdrag mede van toepassing zal zijn op alle of op een of meer van die territoriale eenheden, en kan deze verklaring te allen tijde wijzigen door het afleggen van een nieuwe verklaring.

Deze verklaringen worden medegedeeld aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden en geven uitdrukkelijk de territoriale eenheden aan waarop het Verdrag toepasselijk is.

Artikel 22

Het Verdrag laat onverlet enige andere internationale akte houdende bepalingen over zaken geregeld in dit Verdrag waarbij een Verdragsluitende Staat partij is of zal worden.

HOOFDSTUK V

SLOTBEPALINGEN

Artikel 23

Het Verdrag staat ter ondertekening open voor de Staten die Lid waren van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht tijdens de Dertiende Zitting.

Het dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd en de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 24

Iedere andere Staat kan tot dit Verdrag toetreden.

De akte van toetreding wordt nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 25

Iedere Staat kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat het Verdrag zich zal uitstrekken tot het geheel van de gebieden voor welke internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is, of op een of meer van die gebieden. Deze verklaring wordt van kracht op het tijdstip waarop het Verdrag voor die Staat in werking treedt.

Deze verklaring, evenals elke latere uitbreiding, wordt ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 26

Het Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bedoeld in de artikelen 23 en 24.

Daarna treedt het Verdrag in werking:

1. voor elke later bekrachtigende, aanvaardende, goedkeurende of toetredende Staat, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;

2. voor de gebieden waartoe het Verdrag mede van toepassing is verklaard overeenkomstig de artikelen 21 en 25, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de kennisgeving bedoeld in die artikelen.

Artikel 27

Het Verdrag blijft gedurende vijf jaar van kracht, te rekenen van de datum van zijn inwerkingtreding overeenkomstig artikel 26, eerste lid, ook voor de Staten die het later hebben bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd, of ertoe zijn toegetreden.

Het Verdrag wordt, behoudens opzegging, stilzwijgend verlengd, telkens voor vijf jaar.

De opzegging dient ten minste zes maanden voor het einde van de termijn van vijf jaar ter kennis te worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden. Zij kan zich beperken tot enkele van de gebieden of territoriale eenheden waarop het Verdrag van toepassing is.

De opzegging geldt slechts ten aanzien van de Staat die haar heeft gedaan. Het Verdrag blijft van kracht voor de andere Verdragsluitende Staten.

Artikel 28

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden stelt de Staten die Lid zijn van de Conferentie, alsmede de Staten die zijn toetreden overeenkomstig het in artikel 24 bepaalde, in kennis van:

1. de ondertekeningen, bekrachtigingen, aanvaardingen en goedkeuringen bedoeld in artikel 23;
2. de toetredingen bedoeld in artikel 24;
3. de datum waarop het Verdrag in werking treedt overeenkomstig het in artikel 26 bepaalde;
4. de toepasselijkverklaringen bedoeld in artikel 25;
5. de verklaringen bedoeld in artikel 21;
6. de voorbehouden en intrekkingen van voorbehouden bedoeld in artikel 18;
7. de opzeggingen bedoeld in artikel 27.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, de 14e maart 1978, in de Engelse en Franse taal, welke beide teksten gelijkelijk gezaghebbend zijn, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden toegezonden aan elk der Staten die Lid waren van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht tijdens de Dertiende zitting.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 18 van dit Tractatenblad)

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 23, tweede alinea, van het Verdrag hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden:

Portugal ¹⁾	4 maart 1982
Frankrijk	3 september 1985

¹⁾ Onder het voorbehoud dat Portugal:
«.....n'appliquera pas cette Convention dans tous les cas prévus à l'article 18 de la Convention.».

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 26, eerste alinea, in werking treden op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Verdrag is op 16 juni 1977 opgesteld door een tijdens de van 4 tot 23 oktober 1976 te 's-Gravenhage gehouden Dertiende zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht ingestelde speciale commissie.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 141.

Uitgegeven de vijftiende september 1987.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK